



Tables d'échanges techno-pédagogiques en formation à distance
**** ÉDITION 2013-2014 ****

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2013
Compte rendu

Formation à distance: Besoins actuels pour les communautés francophones et acadienne ? Besoins actuels pour le Québec ?

Présentateur : Monsieur Hubert Lalande

Après 10 ans de carrière en enseignement, monsieur Lalande a travaillé de 1990 à 2009 dans le domaine des communications. Employé de TFO - TV Ontario, la chaîne éducative de langue française de TV Ontario, il a occupé successivement les fonctions de conseiller pédagogique, animateur, réalisateur, producteur et producteur exécutif en télévision. Après avoir occupé le poste de Directeur des communications (en intérim), Hubert Lalande prenait ensuite la direction du tout nouveau département des nouveaux médias de TFO en 1998. De 2000 à 2009 il a dirigé sa propre compagnie de consultation (HL Consulting) dans les domaines de la production multimédia et du développement stratégique dans les domaines des nouveaux médias pour les secteurs public et privé, tout en travaillant comme professeur à temps partiel en communication à l'Université d'Ottawa de 2003 à 2009. Depuis juin 2009, Hubert Lalande est directeur du service de production multimédia du CFORP (Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques), une équipe pluridisciplinaire de plus de 40 professionnels en charge de la production de ressources pédagogiques numériques pour les niveaux de l'élémentaire, du secondaire, du collégial et de l'universitaire : manuels numériques, cours en ligne, ressources TBI, applications mobiles éducatives et jeux sérieux. L'équipe de production multimédia produit également de nombreux modules de formation continue en ligne pour la formation des adultes.

Sites participants : Équipes de:

- Caroll-Ann Keating, Alice Martin et Christiane Le Clech (TÉLUQ)
- Éric Martel (Université Laval)
- Carolle Roy, Ronald Dauchot (Université de Saint-Boniface)
- Suzanne Huot (Collège Boréal)
- Lucie Pearson (Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance N.-B.)
- Jean Loisier (Consultant en éducation et agent de projets REFAD)
- Marcelle Parr (SOFAD)

*** Rappel :** Le texte qui suit fait état de réflexions et de pistes de solutions qui proviennent d'échanges où étaient invités des intervenant(e)s du milieu. Il s'agit d'un compte-rendu d'une audioconférence proposée par le REFAD à l'automne 2013.

Thème : Formation à distance: Besoins actuels pour les communautés francophones et acadienne ? Besoins actuels pour le Québec ?

Questions d'orientation pour les sites participants :

- Selon vous, quels sont les besoins actuels prioritaires en FAD pour les communautés francophones et acadiennes ?
- Selon vous, quels sont les besoins actuels prioritaires en FAD pour le Québec ?
- Par quels moyens sera-t-il possible de combler ces besoins ?

Après le mot de bienvenue et de remerciements du directeur général du REFAD, Alain Langlois et le mot de bienvenue de l'animateur, Michel Richer, la table est mise par M. Lalande pour bien lancer les échanges entre les participants.

Présentation de M. Lalande

Le CFORP est fier d'être une entreprise multiservices en éducation et concentre ses efforts à favoriser l'épanouissement et le dynamisme de la francophonie canadienne depuis 40 ans. Il offre initialement et principalement des ressources pédagogiques de la maternelle à la douzième année. Depuis les quatre dernières années, nous avons développé des contenus pour les cours en ligne pour le collégial (Collège Boréal, Cité Collégiale) et pour le niveau universitaire (Université de Sudbury).

Le CFORP travaille beaucoup maintenant en partenariat avec l'ensemble des provinces et des territoires en formation à distance et en apprentissage électronique. On travaille depuis longtemps avec la SOFAD pour échanger au niveau des meilleures approches et des stratégies car on est tous dans un grand mouvement de réflexion et de besoins.

Par rapport à la thématique portant sur les besoins actuels en formation à distance, je vais principalement parler de la réalité canadienne francophone hors Québec que je connais. Pour ce qui est de la réalité du Québec, que je connais moins, nous pourrions en discuter ensemble par la suite.

Les besoins actuels prioritaires peuvent se regrouper en quatre principaux points :

- 1- La démystification de la FAD auprès des institutions éducatives et des milieux professionnels pour la valeur des diplômes obtenus en ligne.
- 2- Le financement de la FAD qui va de manière décroissante par rapport à des besoins qui augmentent continuellement et des demandes des utilisateurs qui vont à la hausse (interactivité, contenus riches, etc.).
- 3- Le manque de cohésion et de cohérence au niveau des initiatives en FAD et de l'utilisation des technologies de la part des institutions offrant de la FAD et aussi des ministères touchés.
- 4- Le phénomène des MOOCs – tendance réelle des deux dernières années au niveau de l'éducation post-secondaire et supérieure et on est mal préparés dans le milieu francophone canadien par rapport aux pays francophones européens.

La démystification de la FAD

De nos jours, on peut obtenir des diplômes universitaires en FAD (maîtrise, doctorat) en suivant à 100% des cours à distance. On a fait un très bon bout de chemin au niveau de la reconnaissance de ces diplômes mais on sent que dans les entreprises, et même dans certaines universités, il y a encore du travail de démystification à faire.

Oui, en 2013, un diplôme obtenu entièrement à distance a la même valeur qu'un diplôme obtenu en classe en présentiel et peut-être même une valeur additionnelle puisqu'on y a intégré toutes les technologies d'information et de communication mais également tous les outils de collaboration, d'échange et de partage que les personnes vont retrouver dans leur milieu professionnel, quelles que soient leurs activités professionnelles.

Il y a une conviction à élaborer et à développer au niveau des diplômes obtenus en FAD. Comment peut-on encore améliorer la démystification? Par des témoignages de diplômés en FAD, d'entrepreneurs, de recteurs, de doyens, des chercheurs, soit par vidéos sur U-tube ou dans des publications universitaires. Ce genre de témoignages ne peut qu'aider à démystifier la formation à distance.

Le financement de la FAD

L'argent c'est le nerf de la guerre. Pour faire de bons cours à distance, ça prend de l'argent et le financement est un problème clé. Il y a encore beaucoup de décideurs aux

niveaux collégial et universitaire qui ne comprennent pas ce que cela exige de mettre un cours à distance. Ils pensent que de faire un cours en ligne, c'est décharger d'une charge de cours un professeur. Il ne suffit pas de mettre le syllabus de cours sur une plateforme. Faire de bon cours en ligne peut coûter facilement de 50 000 à 150 000 dollars. Il y a un énorme travail de conscientisation à faire auprès de nos décideurs et bailleurs financiers pour expliquer que ça prend des budgets pour développer un excellent cours en ligne.

L'autre défi, c'est qu'au Canada, l'éducation et la santé étant de juridiction provinciale et territoriale, il est davantage plus difficile de travailler réellement en partenariat. Néanmoins, il demeure possible de définir des troncs communs de contenus en ligne et de travailler ensemble, comme le font des collèges et des universités au sein d'une même province. Avec le même montant d'argent et en travaillant à plusieurs, il est possible de faire de la production de cours plus collaborative.

En formation à distance, il manque des statistiques de succès. Ces statistiques positives peuvent devenir un élément important pour influencer les bailleurs de fonds mais qui peut aussi démystifier ce qu'on sous-entend au niveau de la FAD pour les gens qui sont encore méfiants.

Au niveau du défi du financement de la FAD, les besoins continuent d'augmenter alors que le financement diminue. Les apprenants sont de plus en plus exigeants pour les design pédagogiques et la qualité des multimédias et de l'interactivité etc.

De plus, il y a un manque de cohérence et de cohésion entre les établissements sur le même territoire pour l'offre de cours. Par exemple, dans plusieurs collèges au Nouveau-Brunswick, avec d'autres collèges à travers le Canada, il y a un très bon partenariat pour des échanges de cours. En Ontario, il y a aussi de bonnes ententes entre les collèges.

Cependant, il y a encore un effort additionnel à faire dans ce sens. La manière d'y remédier : le virtuel peut permettre beaucoup de choses mais heureusement, les rencontres en face à face ne seront jamais remplacées par aucune technologie. Il est important d'organiser des symposiums, des sommets pour regrouper les intervenants, pour faire des demandes de subventions conjointes et que ce soit financé par des fonds provinciaux, territoriaux ou par le gouvernement fédéral (Patrimoine Canada et Programme des langues officielles).

Le manque de cohésion dans l'utilisation des technologies d'où fragilité technologique des communautés francophones

Nous avons une fragilité technologique au niveau des réseaux pancanadiens mais aussi au niveau de nos technologies de diffusion (LMS, Desire2Learn, Moodle, BlackBoard

Learn, etc). On voit trop souvent des recoupements, des dédoublements dans les offres de cours à distance de nos communautés francophones. On pourrait avoir plus de complémentarité dans une meilleure cohésion et stratégie plus commune.

Les technologies doivent rester au service de la pédagogie. Mais dans un effort de cohérence et de cohésion, il serait bien d'en arriver à réduire la liste des technologies de diffusion pour se rapprocher. Quand on arrive à développer des contenus qui sont dans la même configuration technologique, cela aide énormément à s'échanger des contenus. C'est une énorme économie d'échelle pour la formation professionnelle. Il faut former, suivre et encadrer les praticiens des contenus en ligne qu'on développe. Tout cela représente beaucoup d'argent et on a de moins en moins d'argent.

Exemple concret : l'Ontario a choisi les technologies de Desire2Learn, l'Alberta et le Nouveau-Brunswick également. L'avantage avec ce genre de choix technologique, c'est que les enseignements peuvent créer des tutoriels de formation et les offrir gratuitement et plus facilement aux utilisateurs de Desire2Learn, même s'il peut y avoir une personnalisation et une configuration propres aux besoins spécifiques. Ces contenus reçus gratuitement permettent une grande économie d'échelle. Donc travailler avec une meilleure cohérence et cohésion peut résoudre certains problèmes.

Le phénomène des MOOCs

Il y a une tendance réelle des deux dernières années pour l'utilisation des MOOCs qu'on ne peut pas ignorer et on est mal préparés dans le milieu francophone par rapport aux pays francophones européens. Nous avons un réel problème par rapport aux MOOCs francophones car le Canada francophone a énormément de retard par rapport à d'autres initiatives aux États-Unis et en Europe.

Des MOOCs arrivent à réunir plus 10 000 inscrits. Mario Asselin a dit récemment : « Les universités francophones sont en train de rater le virage numérique et les conséquences risquent d'être désastreuses. »

L'Université de Moncton a un projet de MOOC en élaboration. Aux HEC de Montréal il y a le portail *Édulibre* où on a un accès libre à des cours. On a besoin de se mobiliser, tant au niveau collégial qu'universitaire, pour développer un portail pancanadien de MOOCs francophones.

Ressources :

- <http://eduscol.education.fr/numerique/actualites/veille-education-numerique/octobre-2013/developpement-moocs-monde-francophone>

- <http://blogues.radio-canada.ca/triplex/2013/02/08/a-quand-des-mooc-en-francais/>
- http://www.rtf.be/info/societe/detail_le-deuxieme-mooc-francophone-fait-fureur?id=7954141

DISCUSSION

Nous faisons un retour sur les besoins identifiés en début de rencontre.

La démystification de la FAD

Le problème de non reconnaissance de la FAD existe depuis au moins 40 ans. Plus il y en aura mieux ce sera car on n'aura pas le choix d'accorder la notoriété à cette forme d'enseignement. Mais il y a encore du travail à faire.

C'est avec le nombre de cours et de programmes à distance qu'on va arrêter de se poser les questions sur la pertinence de la FAD. Déjà au Manitoba, on ne distingue pas un diplôme reçu en FAD ou en présentiel et c'est reconnu au même titre.

On voit de plus en plus d'annonces sur les possibilités d'étudier à distance. Un collègue de l'Ontario fait même de la pub à St-Boniface au Manitoba pour offrir des cours à distance. Ça correspond plus à ce que les étudiants sont habitués de faire car ils utilisent beaucoup de moyens de communication technologiques. La clientèle étudiante remet de moins en moins en question la validité de la FAD et forcément cela devrait améliorer la perception générale.

Au niveau secondaire, les jeunes se demandent encore si les cours ont la même valeur en FAD qu'en présentiel. Il y a encore du travail à faire pour sensibiliser les jeunes à partir du secondaire.

En dehors de notre milieu FAD, il y a un besoin de faire connaître la FAD, de la valoriser en essayant de voir s'il y a des personnalités sur les plans politiques, juridiques ou autres domaines, qui auraient fait de la FAD, pour confirmer que c'est aussi une formation qualifiante et qui peut donner de très bons résultats.

Il faut aussi sensibiliser les enseignants pour ne pas qu'ils disent que la FAD c'est de la formation à rabais. Pourtant, dans bien des cas, la qualité est supérieure en FAD par rapport au présentiel. Malgré le fait qu'il y a des cours à distance depuis un bon bout de temps, il faut continuer d'en améliorer la perception et pas seulement chez les étudiants.

On entend encore parfois des commentaires à propos d'enseignants qui offrent des cours à distance comme quoi ils n'auraient pas une vraie « job ».

À la SOFAD, on travaille au niveau de la formation professionnelle et d'éducation des adultes. La FAD est reconnue comme valable mais ce n'est pas certain qu'elle est reconnue comme pertinente. Chez plusieurs adultes, la formation c'est à l'école, c'est en centres d'éducation des adultes et c'est envisagé en termes de fréquentations scolaires. Au Québec, pour le moment, la formation à distance n'existe pas dans le registre pédagogique à la formation générale des jeunes. Il y a des questions à se poser au niveau de la vision. Le Ministère de l'Éducation travaille actuellement sur une définition d'une Politique du Québec numérique. Quelle place aura la FAD dans cette réflexion ? Il y aurait des façons simples de reconnaître la FAD, notamment sur le relevé de notes. C'est une valeur ajoutée qu'on reconnaît mais comme parcours scolaire, il y a encore du chemin à faire.

Le phénomène des MOOCs

Est-ce que le mouvement des MOOCs ne contribuera pas à faire reconnaître la FAD ?

À l'Université Laval, il y a un projet pilote en cours sur un MOOC sur le développement durable prévu pour l'automne 2014. Dans les universités, il faudrait voir les MOOCs comme une opportunité et non comme une menace. On peut maintenant utiliser les MOOC dans les cours en classe dans l'apprentissage hybride.

Il y a une explosion de MOOCs dans la francophonie depuis l'automne 2013. Ce peut être un moyen de faire connaître et valoriser la FAD dans toutes les universités.

A l'extérieur du Québec, quels sont les besoins à combler en technologies ?

Au Manitoba, on pense que la formation nomade est une source d'avancement insoupçonnée. Par rapport aux MOOCs, il semble que le type de pédagogie qu'on utilise dans ces outils est parfois un peu mal ajusté. Il y a un effort à faire au niveau pédagogique afin de mettre en place des choses efficaces pour les étudiants et amener les gens à embarquer dans le mouvement.

Le manque de cohésion dans l'utilisation des technologies d'où fragilité technologique des communautés francophones - Les partenariats en FAD

Il y a des initiatives pour uniformiser l'utilisation des différentes technologies. Mais il y a une problématique encore présente qui est de ne pas avoir de collègues dans les réseaux

qui ont les mêmes outils technologiques que nous. Tous les outils sont acceptés mais il faut essayer d'avoir quelque chose d'uniforme pour mieux partager et échanger sur la pédagogie. C'est un défi pédagogique et technologique.

En effet, la disparité des outils technologiques est une barrière directe pour les échanges entre enseignants. Dans certaines universités, chaque département a ses propres technologies qui sont différentes. Il est plus difficile d'avoir une orientation stratégique de l'ensemble de l'université

Le souhait d'échanger et de partager existe depuis des années. Mais il y a toujours le problème des professeurs qui sont réticents à partager leurs outils de formation et leurs contenus. Cela a à voir avec le droit d'auteur. Mais comment passer au travers cela ?

Le problème majeur de la collaboration et des échanges au niveau universitaire est que les professeurs qui développent des contenus ont la propriété intellectuelle sur les contenus développés. Il y a énormément de résistance au partage sur le terrain. Il y a même une inquiétude pour les droits d'auteurs qui freine les professeurs à mettre leurs contenus en ligne car ils ont peur que ça leur échappe.

Une perspective de solution serait d'amorcer un changement ou plutôt une révolution culturelle. Il faudrait conscientiser les enseignants sur les licences *Creative Commons*. En Europe, le développement de contenu sous licence *Creative Commons* est devenu un réflexe. Il faut démontrer aux professeurs d'université et du collégial, que s'ils développent sur licence libre, ils auront accès à des ressources libres plus variées et nombreuses. Mais le défi est de taille.

Il y a de nombreuses difficultés à créer des partenariats pour partager des ressources même si au bout du compte, il y a des économies. On veut partager mais qu'arrive-t-il pour la mise à jour des contenus ou la modification des contenus selon les besoins ? Il y a une barrière importante à franchir pour un bel avantage pour tous. Il faut que ce soit assez souple pour faire des aménagements et pour adapter aux besoins particuliers.

On doit trouver des stratégies pour encourager les professeurs à partager des contenus. Il faut démontrer que la pédagogie en salle de classe évolue et que les cours en format magistral où le professeur est le seul propriétaire des connaissances est en voie de disparition. Si on partage les contenus, cela ne va pas modifier le cours et le professeur ne va pas perdre son emploi. Cela va aider à l'intégration des connaissances. Il y a des professeurs qui commencent à réaliser qu'il y a une valeur ajoutée à partager le contenu. Ils réalisent aussi que la modification de leur stratégie pédagogique en salle de classe et

l'intérêt et la rétention des étudiants augmentent. Il y a une transformation culturelle à faire.

Au Nouveau-Brunswick, il y a des milliers de cours en face en face qui sont mis sur la plateforme D2L. Le partage se fait à petite échelle. Mais la peur du jugement est une barrière dans les cas de partage chez les enseignants. Ils ont peur que le contenu ne soit pas assez parfait et craignent le jugement des autres, sans compter la problématique du droit d'auteurs.

Avec l'apparition des MOOCs, on constate un autre type de comportement chez les professeurs. Il y a beaucoup d'enseignants qui auparavant donnaient un spectacle en classe et ils étaient un peu frileux face à la FAD. Avec les MOOCs, grâce à la possibilité de se montrer à plus grande échelle, on verra peut-être le retour des enseignants de type showman! Ils vont pouvoir donner des shows par les MOOCs à l'échelle planétaire.

Le financement de la FAD

En Ontario, au secondaire, il y a une très belle stratégie de mise en place par la Ministère de l'Éducation avec du financement adéquat que ce soit au niveau du développement, du financement des ressources, que ce soit au niveau de l'offre des ressources ou de la formation et de l'encadrement du personnel enseignant. Par contre, au niveau des collèges et universités, cela ne fonctionne pas de la même façon et il y a un problème majeur.

Effectivement, il y a un problème de financement des universités où lorsqu'on a plus d'étudiants on a plus d'argent, d'où la compétition et l'énorme concurrence entre les universités. On travaille chacun pour soi.

Au Manitoba, pour le financement de la FAD, il faut monter des projets pour aller chercher des fonds à l'extérieur pour développer des cours. Comme au Québec, les universités sont des concurrents. Il y a eu une collaboration entre deux universités qui donnaient le même type de cours mais il commence à y avoir une réticence beaucoup plus évidente à partager. Les étudiants ciblés sont les mêmes. Si on va chercher du financement, il faut que ce soit rentable et pour être rentable, on doit aller chercher des étudiants, donc c'est la compétition pour attirer le plus d'étudiants. Il y a un paradoxe.

CONCLUSION

Il faut continuer de travailler à faire reconnaître la validité et la valeur ajoutée de la FAD. Il faudrait regrouper nos forces pour le développement de matériel. Avec les technologies en infonuagique, on devrait être plus en mesure de le faire. Partir aussi des besoins des

étudiants, si possible. Sujets intéressants à rediscuter lors d'une rencontre annuelle du REFAD.